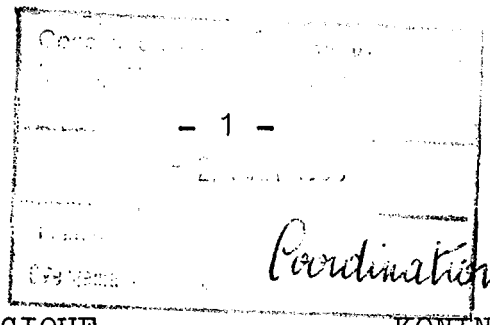
ADV. - 1 - L. 6977/1.

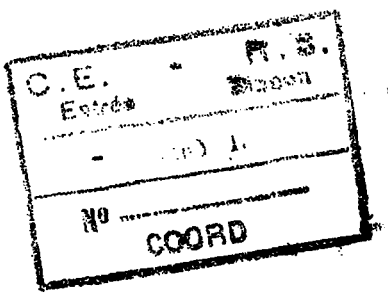


ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 30 décembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des droits de timbre en ce qui concerne les actes judiciaires", a donné le 3 février 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e december 1959 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en van het Wetboek der zegelrechten, met betrekking tot de gerechtelijke akten", heeft de 3e februari 1960 het volgend advies gegeven :



Le projet tend principalement à réaliser la fusion des droits de timbre, des droits d'enregistrement et des droits de greffe auxquels sont assujettis les actes judiciaires.

Ces actes, exception faite des jugements et arrêts portant collocation ou liquidation de sommes supérieures à 25.000 francs, ne seront plus, désormais, soumis qu'à un droit de mise au rôle ou à un droit de rédaction, qui rentrent l'un et l'autre dans la catégorie des droits de greffe.

Le projet réalise ainsi une remarquable simplification fiscale qui facilitera le travail des greffiers des cours et tribunaux.

Il n'appelle que peu d'observations. La plupart de celles-ci concernent la forme.

OBSERVATIONS GENERALES QUANT A LA FORME.

I.

Etant destiné à modifier, d'une part, le Code des droits d'enregistrement , de greffe et d'hypothèque et, d'autre part, le Code des droits de timbre, le projet pourrait être utilement divisé en chapitres : le premier, consacré aux modifications à apporter au Code des droits d'enregistrement; le second, au Code des droits de timbre, et le troisième, aux dispositions transitoires et finales.

II.

De nombreux articles du projet apportent plusieurs modifications à un même article des Codes. Il conviendrait de mieux faire ressortir la pluralité des modifications contenues dans un article du projet, en divisant celui-ci, soit en paragraphes, soit par l'utilisation de lettres majuscules : A,B,C,D, etc...

III.

Dans les phrases liminaires des articles 1er, 5, 6, 14, 30 et 35, les mots : "Les modifications ci-après" pourraient être remplacés par les mots : "Les modifications suivantes".

IV.

Le projet, en ses articles 1er, 5, 6, 7 et 10, cite "les jugements et arrêts des cours et tribunaux". Lorsque les termes "jugements et arrêts" sont ainsi mis en parallèle avec les termes "cours et tribunaux, il conviendrait d'écrire "les arrêts et jugements des cours et tribunaux" conformément à l'ordre adopté par l'article 30 de la Constitution.

.../...

V.

Lorsque le projet remplace ou abroge dans un article des Codes, un seul alinéa ou un seul membre de phrase précédé d'un numéro, il serait préférable, pour des raisons de concordance générale, d'adopter la rédaction suivante :

"L'article x ..... , 2° (ou alinéa 2), du même arrêté est abrogé (ou remplacé par la disposition suivante) : ... ".

Cette observation vaut pour les articles 9, 13, 16, 19, 31 et 36 du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Le début de la phrase liminaire de l'article 1er gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 19 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, contenant le Code ... ".

.../...

Article 3.

A l'alinéa 4 du nouvel article 26 du Code, les mots "non plus" peuvent être omis.

Article 4.

La phrase liminaire gagnerait à être rédigée comme suit :

"Article 4.-

L'article 30 du même arrêté royal, modifié par l'article 11 de la loi du 23 août 1948 et par l'article 13 inséré dans la loi du 5 mai 1958 par l'article 4 de la loi du 31 décembre 1958, est complété par la disposition suivante : ... ".

Article 7.

Il convient d'ajouter en tête du nouveau texte introduit dans le Code, les mots :"Article 36".

Pour éviter toute difficulté en cas d'insertion ultérieure d'un article 35bis, il conviendrait de remplacer,dans l'article 36, les mots "article précédent" par ceux de "article 35".

.../...

Compte tenu d'autres minimes modifications de forme, le début de l'article 7 se présenterait comme suit :

"Article 7.-

L'article 36 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36.- L'article 35 n'est pas applicable aux testaments et autres actes visés à l'article 32, 1°, alinéa 2, passés devant notaire, ainsi qu'aux arrêts et jugements des cours et tribunaux ... ".

Article 10.

1. Cet article modifie l'intitulé de la section XIV du chapitre IV du titre premier du Code; il remplace les articles 142 à 152, qui composent cette section, par les articles 142 à 148 nouveaux; les articles 149 à 152, qui sont vidés de leur contenu, devraient être expressément abrogés.

2. Il n'y a pas lieu de viser, dans la phrase liminaire, la modification apportée à l'article 143 du Code par l'article 2, n° 6, b, de la loi du 16 juin 1947; cette modification a, en effet, été abrogée par l'article 2 de la loi du 19 mars 1956. Par contre, il conviendrait de viser l'article 8 de la loi du 9 mai 1959, qui a modifié certains taux.

3. L'article 144 nouveau fait application du principe "non bis in idem" à deux cas : celui où le jugement ou l'arrêt est réformé,et celui où un second jugement ou arrêt intervient en raison de la même cause ou d'une cause récursoire.

Cet article gagnerait en clarté s'il était divisé en deux articles visant chacun une des deux hypothèses. Ainsi l'abrogation proposée ci-avant se limiterait aux articles 150 à 152.

La dernière phrase de l'alinéa 2 de l'article 144 dispose :"Lorsque la seconde condamnation porte sur un montant supérieur à celui de la première, le droit de 2 p.c. n'est pas dû si l'excédent ne dépasse pas vingt-cinq mille francs".

Selon les explications contenues dans l'exposé des motifs, ce texte ne sera appliqué qu'à la condition que la première décision ait été assujettie au droit proportionnel de deux pour cent. Si, par contre, en vertu de l'article 143 , alinéa 2, cette dernière échappe à l'enregistrement prévu à l'article 142, la nouvelle décision ne bénéficiera d'aucune franchise.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de rédiger les textes de manière à faire mieux apparaître les intentions du Gouvernement.

L'article 10 du projet se présenterait dès lors comme suit :

.../...

"Article 10.-

§ 1er. L'intitulé de la section XIV du chapitre IV du titre premier du même arrêté royal est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section XIV. Jugements et arrêts".

§ 2. Les articles 142 à 149 du même arrêté royal, modifiés par les articles 1er et 2 de la loi du 19 mars 1956, par l'article 27 de la loi du 23 décembre 1958 et par l'article 8 de la loi du 9 mai 1959, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Articles 142 et 143 - ... (texte du projet du Gouvernement , sous réserve de supprimer les mots "non plus" à l'alinéa 2 de l'article 143) ...

Article 144.- Lorsque le droit établi par l'article 142 a été perçu sur un jugement ou arrêt qui est ultérieurement réformé, la nouvelle décision n'est passible du droit de 2 p.c. que sur le supplément de condamnation, de liquidation ou de collocation de sommes ou valeurs et pour autant que ce supplément dépasse vingt-cinq mille francs.

Article 145. Lorsque le droit établi par l'article 142 a été perçu sur un jugement ou arrêt, toute autre condamnation à charge de la même personne ou d'un tiers, qui est fondée soit sur la même cause, soit sur une obligation de garantir et plus généralement sur tout droit de recours exercé par la personne condamnée en premier lieu, n'est passible du droit de 2 p.c. que sur le supplément de condamnation, de liquidation ou de collocation de sommes ou valeurs et pour autant que ce supplément dépasse vingt-cinq mille francs.

.../...

Articles 146 à 149 . - ... (texte des articles 145 à 148 du projet du Gouvernement, sous réserve de modifier les références figurant dans l'article 148) ... ".

§ 3. Les articles 150 à 152 du même arrêté royal, ce dernier modifié par l'article 8 de la loi du 9 mai 1959, sont abrogés".

Article 11.

Cet article devrait, pour des raisons de concordance générale, être rédigé comme suit :

"Article 11.-

Le titre Ier, chapitre IV, section XVIII, et l'article 156 du même arrêté royal, modifié par l'article 13 de la loi du 23 décembre 1958 et par l'article 8 de la loi du 9 mai 1959, sont abrogés".

Article 14.

1. L'abrogation du 26° bis de l'article 162 du Code peut être formulée comme suit :

"Le 26° bis, inséré par l'article 43 des lois coordonnées du 25 septembre 1946, est abrogé ".

2. A la fin du 42°, on peut se borner à écrire : " ... conformément au 41° ".

.../...

Article 21.

Cet article a un triple objet :

a) modifier l'article 181;

b) en modifier le numérotage et le transformer en article 181^{1};

c) introduire dans le Code un article 181^{2}.

Le Conseil d'Etat estime qu'il est en principe à déconseiller de modifier le numérotage des articles d'une loi ou d'un arrêté. Ce procédé peut entraîner des difficultés eu égard aux références qui seraient faites à cet article dans d'autres textes. Le numérotage par bis, ter, etc... des articles nouveaux à introduire dans un texte présente plus de facilité; il ne nécessite pas le changement de numérotage des articles anciens et n'engendre pas les inconvénients que présente le système des articles à exposants.

En effet, ce dernier système peut entraîner des confusions : un article 20^{2} peut parfois être entendu comme étant l'article 22, tandis qu'une simple erreur dans la position du dernier chiffre peut en faire un article 202.

.../...

Le Conseil d'Etat n'ignore pas que les textes fiscaux utilisent généralement le procédé des articles à exposants, mais dans le Code des droits d'enregistrement, les deux procédés ont été utilisés, de telle sorte qu'il n'y a pas d'inconvénient à proposer l'emploi du numérotage par bis, ter, etc ... au sujet du présent projet.

Si le Gouvernement se rallie à cette proposition, il suffirait de ne maintenir dans l'article 21 que la modification proposée au texte de l'article 181 du Code et d'insérer dans le projet un article 22 qui serait rédigé comme suit :

"Article 22.-

Un article 181 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 181 bis. Les greffiers, etc... (texte de l'article 181^2 du projet) ... ".

Il y a lieu de constater que les amendes comminées par cet article 181 bis sont de nature fiscale et qu'elles peuvent donc être remises par le Ministre des Finances, en application de l'article 219 du Code.

Article 24.

Si la suggestion faite pour le numérotage de l'article 181 bis du Code est suivie, l'article 24 du projet devient inutile et peut être omis.

.../...

Article 26.

La phrase liminaire de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"Article 26.-

L'article 269, modifié par l'article 8 de la loi du 9 mai 1959, et l'article 270 du même arrêté royal, sont remplacés par la disposition suivante :

... ".

Article 27.

1. Dans la phrase liminaire de cet article et dans le numérotage des nouveaux articles compris dans la section I bis nouvelle, il y a lieu de remplacer la mention des articles 270^{1} à 270^{3} par celle des articles 270 à 270 ter.

2. Dans cette même phrase liminaire, on devrait préciser que l'insertion de la section I bis s'opère dans le titre III, chapitre Ier, du même arrêté royal.

3. Pour assurer une homogénéité de rédaction avec les autres sections du même chapitre, le début de l'article 270^{1} devrait être rédigé comme suit :

"Article 270.- Il est perçu sur les actes des greffiers des cours et tribunaux ou passés devant eux, sans l'intervention des juges, un droit de rédaction.

Sont assimilées aux actes des greffiers des cours et tribunaux, les transcriptions, effectuées par ... ".

.../...

4. Dans le même article 270, il conviendrait d'employer uniformément l'expression "recours en cassation", aux alinéas 2 et 4.

5. Aux articles 270^2 et 270^3 (qui deviendraient 270 bis et 270 ter) les mots "de greffe" peuvent être utilement supprimés.

Article 28.

1. Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"Les articles 271 à 274 du même arrêté royal, modifiés par l'article 18 de la loi du 13 août 1947, par l'article 3 de la loi du 14 août 1947, par l'article 32 de la loi du 23 décembre 1958 et par l'article 8 de la loi du 9 mai 1959, sont remplacés par les dispositions suivantes : ... ".

2. L'article 273 nouveau, alinéa 1er, dispose :

"Le droit est calculé par page de l'arrêt, du jugement ou de l'acte reproduit dans l'expédition, la copie ou l'extrait".

.../...

Le mot "reproduit" ne peut, grammaticalement, se rapporter qu'aux mots : "arrêt, jugement ou acte". Il s'ensuit que le droit, une fois calculé par page de l'arrêt, du jugement ou de l'acte, doit être payé en entier lors de la délivrance d'une expédition, d'une copie ou d'un extrait.

Ce mode de calcul est adéquat à l'égard des expéditions et des copies qui reproduisent complètement l'original, mais il aboutit à taxer les extraits au même chiffre que les expéditions ou copies.

L'intention du Gouvernement est, au contraire, de calculer le droit dû pour les extraits uniquement sur le nombre de pages de l'original desquelles ces extraits sont tirés, de manière à répondre aux exigences des méthodes de reproduction photographique.

L'adjectif "reproduit" doit, dès lors, se rapporter au substantif "page" et être mis au féminin, tandis que le texte gagnerait en clarté par l'insertion de virgules après les mots "page" et "acte".

Article 29.

Si le Gouvernement se rallie au procédé de numérotage par bis, ter, etc.... , le liminaire de l'article 29 doit se lire comme suit :

"Article 29.-

Un article 279 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal : ... ".

.../...

Article 30.

Dans le texte français, une erreur matérielle doit être rectifiée. Il faut écrire "visés à l'article 162, 5°, 6°, 13°, 25°, 27° et 40°" au lieu de ".... et 30°".

Article 32.

L'article 300 du Code a été modifié par l'article 1er de la loi du 14 août 1947.

Article 35.

1. Le 20° de l'article 59[1] du Code des droits de timbre, tel qu'il sera modifié par le projet, exempte les actes des officiers du ministère public, faits en matière répressive.

Le nouveau 13° du même article prévoit déjà l'exemption de ces actes en quelque matière qu'ils soient dressés.

Pour éviter de répéter ainsi partiellement une règle légale, il conviendrait de remplacer au 20°, les mots "actes des juges, des experts et desdits officiers, fonctionnaires ... " par les mots "actes des experts, de ces fonctionnaires ... ".

2. A la fin du 56°, on peut se borner à écrire : "... conformément au 55°".

.../...

Articles 37 et 38.

Ces deux articles pourraient être groupés sous un chapitre III : "Dispositions transitoires et finales".

Pourrait également figurer sous ce chapitre un article que le Conseil d'Etat propose d'ajouter au projet et qui aurait pour objet d'abroger l'article 11 de l'arrêté-loi du 3 février 1947. Cet article n'a plus de raison d'être en présence du nouveau 2° de l'article 161 du Code des droits d'enregistrement.

Le chapitre III du projet contiendrait les articles suivants :

"Article 37.-

... (texte de l'article 38 du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire à l'alinéa 2 : "... de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939") ...

Article 38.-

L'article 11 de l'arrêté-loi du 3 février 1947 relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, est abrogé.

Article 39.-

La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée".

+

+ +

.../...

L'article 72 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant le Conseil d'Etat, prévoit le paiement des expéditions, copies ou extraits "par rôle à calculer conformément aux dispositions des articles 273 et 274 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe". Ce texte devra être adapté pour permettre de percevoir le droit par page.

Het ontwerp strekt in hoofdzaak tot samensmelting van de zegelrechten, de registratierechten en de griffierechten waaraan gerechtelijke akten zijn onderworpen.

Met uitzondering van vonnissen en arresten tot rangregeling of vereffening van sommen boven 25.000 frank, zullen deze akten voortaan nog alleen onderworpen zijn aan een rolrecht of opstelrecht die beide tot de categorie der griffierechten behoren.

Het ontwerp brengt op die wijze een aanzienlijke fiscale vereenvoudiging tot stand, die het werk der griffiers van hoven en rechtbanken zal vergemakkelijken.

Hierbij zijn slechts weinig opmerkingen, meestal vormopmerkingen te maken.

ALGEMENE OPMERKINGEN OVER DE VORM.

I.

Het ontwerp dat immers enerzijds het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en, anderzijds, het Wetboek der zegelrechten wijzigt, kan zeer goed in hoofdstukken worden ingedeeld : een eerste hoofdstuk voor de wijzigingen in het Wetboek der registratierechten, een tweede voor de wijzigingen in het Wetboek der zegelrechten, en het derde voor de overgangs- en slotbepalingen.

.../...

II.

Tal van artikelen van het ontwerp brengen in eenzelfde artikel van de Wetboeken meer dan een wijziging aan. In zulke gevallen zou het artikel van het ontwerp moeten worden onderverdeeld hetzij in paragrafen, hetzij met gebruikmaking van hoofdletters : A, B, C, D, enz.

III.

In de inleidende volzinnen van de artikelen 1, 5, 6, 14, 30 en 35 vervange men de woorden "worden de volgende wijzigingen gebracht" door "worden de volgende wijzigingen aangebracht".

IV.

In de artikelen 1, 5, 6, 7 en 10 spreekt het ontwerp van "de vonnissen en arresten der hoven en rechtbanken". Wanneer de woorden "vonnissen en arresten" worden gebruikt naast de woorden "hoven en rechtbanken", schrijve men "arresten en vonnissen van hoven en rechtbanken" overeenkomstig de volgorde van artikel 30 van de Grondwet.

V.

Waar het ontwerp in een artikel van de Wetboeken één enkel genummerd lid of zinsdeel vervangt of opheft, ware, ter wille van de algemene overeenstemming, de volgende lezing te verkiezen :

.../...

"Artikel x ....., 2° (of tweede lid), van hetzelfde besluit wordt opgeheven (of door de volgende bepaling vervangen) : ...".

Deze opmerking geldt voor de artikelen 9, 13, 16, 19, 31 en 36 van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

De inleidende volzin van artikel 1 kan beter als volgt beginnen :

"Artikel 1.-

In artikel 19 van het koninklijk besluit nr 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek ... , worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

Artikel 3.

In het vierde lid van het nieuwe artikel 26 van het Wetboek vervange men het woord "evenmin" door "niet".

Artikel 4.

De inleidende volzin kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 4.-

Artikel 30 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 23 augustus 1948 en bij artikel 13, in de wet van 5 mei 1958 ingevoegd door artikel 4 van de wet van 31 december 1958, wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

.../...

Artikel 7.

Vooraan in de nieuwe tekst, die in het Wetboek wordt ingevoegd, schrijve men "Artikel 36".

Om iedere moeilijkheid bij latere invoeging van een artikel 35bis te voorkomen, vervange men in artikel 36 de woorden "voorgaand artikel" door "artikel 35"

Met inachtneming van andere geringe vormwijzigingen, zou het begin van artikel 7 als volgt luiden :

"Artikel 7.-

Artikel 36 van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36.-Artikel 35 vindt geen toepassing op de voor notaris opgemaakte testamenten en andere akten als bedoeld in artikel 32, 1°, tweede lid, noch op arresten en vonnissen van hoven en rechtbanken ...".

Artikel 10.

1. Dit artikel wijzigt het opschrift van afdeling XIV van hoofdstuk IV van titel I van het Wetboek; het vervangt de artikelen 142 tot 152 waaruit deze afdeling bestaat, door de nieuwe artikelen 142 tot 148; de artikelen 149 tot 152, die geen inhoud meer hebben, zouden uitdrukkelijk moeten worden opgeheven.

.../...

2. In de inleidende volzin hoeft niet te worden verwezen naar de wijziging, die in artikel 143 van het Wetboek is aangebracht door artikel 2, nr 6, b, van de wet van 16 juni 1947 ; deze wijziging is immers opgeheven door artikel 2 van de wet van 19 maart 1956. Daarentegen moet wel worden verwezen naar artikel 8 van de wet van 9 mei 1959 die bepaalde tarieven heeft gewijzigd.

3. Het nieuwe artikel 144 past het beginsel "non bis in idem" op twee gevallen toe : het geval dat het vonnis of het arrest veranderd is, en het geval dat er een tweede vonnis of arrest op grond van dezelfde oorzaak of op grond van een verhaalsvordering tot stand komt.

Dit artikel zou aan duidelijkheid winnen indien het in twee artikelen werd gesplitst, die elk op één van beide gevallen betrekking hebben. Op die wijze zou de hiervoren voorgestelde opheffing alleen slaan op de artikelen 150 tot 152.

De laatste volzin van het tweede lid van artikel 144 luidt : "Wanneer de tweede veroordeling over een bedrag gaat dat groter is dan het bedrag van de eerste veroordeling, is het recht van 2 t.h. slechts verschuldigd indien het verschil vijfentwintigduizend frank overtreft ".

Volgens de uitleg van de memorie van toelichting zal deze tekst slechts worden toegepast op voorwaarde dat de eerste beslissing werd onderworpen aan het evenredig recht van 2 t.h. Is deze beslissing daarentegen krachtens artikel 143, tweede lid, niet onderworpen aan de in artikel 142 bedoelde registratie, dan geniet de nieuwe beslissing geen vrijstelling.

De Raad van State stelt derhalve voor, de teksten zo te redigeren, dat de bedoelingen van de Regering beter tot uiting komen.

.../...

Artikel 10 van het ontwerp zou dan als volgt luiden :

"Artikel 10.-

§ 1. Het opschrift van afdeling XIV van hoofdstuk IV van titel I van hetzelfde koninklijk besluit wordt door het volgende vervangen :

"Afdeling XIV. Vonnissen en arresten".

§ 2. De artikelen 142 tot 149 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de artikelen 1 en 2 van de wet van 19 maart 1956, bij artikel 27 van de wet van 23 december 1958 en bij artikel 8 van de wet van 9 mei 1959, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikelen 142 en 143.. (tekst van het Regeringsontwerp; in het tweede lid van artikel 143 vervange men echter het woord "evenmin" door "niet") ...

Artikel 144.-Werd het bij artikel 142 vastgestelde recht op een later weranderd vonnis of arrest geheven, dan wordt voor de nieuwe beslissing het recht van 2 t.h. alleen geheven op de aanvullende veroordeling, vereffening of rangregeling van geldsommen of waarden, en voor zover deze vijfentwintigduizend frank te boven gaat.

.../...

Artikel 145.- Werd het bij artikel 142 vastgestelde recht op een vonnis of arrest geheven, dan wordt op elke andere veroordeling ten laste van dezelfde persoon of van een derde, welke steunt hetzij op dezelfde oorzaak hetzij op een verplichting tot waarborg, en meer in het algemeen op elke door de in eerste orde veroordeelde persoon uitgeoefende verhaalsvordering, het recht van 2 t.h. alleen geheven op de aanvullende veroordeling, vereffening of rangregeling van geldsommen of waarden, en voor zover deze vijfentwintigduizend frank te boven gaat.

Artikelen 146 tot 149.- ... (tekst van de artikelen 145 tot 148 van het Regeringsontwerp; in artikel 148 wijzige men echter de verwijzingen ...)".

§ 3. De artikelen 150 tot 152 van hetzelfde koninklijk besluit, dit laatste gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 9 mei 1955, worden opgeheven".

Artikel 11.

Ter wille van de algemene overeenstemming leze men dit artikel als volgt :

"Artikel 11.-

Titel I, hoofdstuk IV, afdeling XVIII, en artikel 156 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij artikel 13 van de wet van 23 december 1958 en bij artikel 8 van de wet van 9 mei 1959, worden opgeheven".

.../...

Artikel 14.

1. De opheffing van 26°bis van artikel 162 van het Wetboek kan als volgt worden geformuleerd :

"De bepaling onder 26°bis, ingevoegd bij artikel 43 van de gecoördineerde wetten van 25 september 1946, wordt opgeheven".

2. Aan het slot van 42° schrijve men : "overeenkomstig 41°".

Artikel 21.

Dit artikel heeft een drieledig oogmerk :

a) artikel 181 wijzigen ;

b) zijn nummering wijzigen en er artikel 181^1 van maken;

c) in het Wetboek een artikel 181^2 invoegen.

De Raad van State acht het in beginsel af te raden de nummering van de artikelen van een wet of besluit te veranderen, want dit kan tot moeilijkheden leiden als andere teksten naar zulk een artikel verwijzen. Het is gemakkelijker nieuw in te voegen artikelen met bis, ter, enz. te nummeren ; het wordt dan onnodig, oude artikelen te vernummeren en men gaat de bezwaren van artikelen met exponenten uit de weg.

.../...

Artikelen met exponenten kunnen een bron van verwarring zijn : artikel 20^2 bij voorbeeld kan worden gehoord als 22 en een verschuiving van het laatste artikel 202 kan geven.

Het is de Raad van State bekend, dat artikelen met exponenten geregeld voorkomen in fiscale teksten, maar in het Wetboek der registratierechten zijn beide procédé's gebruikt, zodat er geen bezwaar tegen is, hier met bis, ter, enz. te werken.

Gaat de Regering op dit voorstel in, dan behoudt men in artikel 21 alleen de voorgestelde wijziging voor de tekst van artikel 181 van het Wetboek, en voegt men in het ontwerp een artikel 22 in, als volgt :

"Artikel 22.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 181bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 181bis. De griffiers, enz. ... (tekst van artikel 181^2 van het ontwerp) ...".

Er moge worden vastgesteld, dat de door dit artikel 181bis opgelegde geldboeten van fiscale aard zijn en dat zij dus, bij toepassing van artikel 219 van het Wetboek, door de Minister van Financiën kunnen worden kwijtgescholden.

.../...

Artikel 24.

Wordt het voorstel betreffende de nummering van artikel 181bis van het Wetboek gevolgd, dan kan artikel 24 als overbodig vervallen.

Artikel 26.

De inleidende volzin van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 26.-

Artikel 269, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 9 mei 1959, en artikel 270 van hetzelfde koninklijk besluit,worden door de volgende bepaling vervangen:...".

Artikel 27.

1. In de inleidende volzin van dit artikel en in de nummering van de nieuwe artikelen van de nieuwe afdeling Ibis, vervange men de vermelding van de artikelen 270^{1} tot 270^{3} door de artikelen 270 tot 270ter.

2. In diezelfde inleidende volzin moet worden aangegeven dat afdeling Ibis wordt ingevoegd in titel III, hoofdstuk I, van hetzelfde koninklijk besluit.

.../...

3. Om de redactie van deze afdeling op die van de overige afdelingen van hetzelfde hoofdstuk af te stemmen, leze men het begin van artikel 270^{1} als volgt :

"Artikel 270._ Op akten van griffiers van hoven en rechtbanken of op akten die buiten bemoeiing van rechters vóór hen zijn verleden, wordt een opstelrecht geheven.

Met akten van griffiers van hoven en rechtbanken worden gelijkgesteld, overschrijvingen gedaan door ...".

4. In hetzelfde artikel 270 gebruike men in de Franse tekst van het tweede en vierde lid steeds de uitdrukking "recours en cassation".

5. In de artikelen 270^{2} en 270^{3} (die 270bis en 270ter zouden worden) kunnen in de Franse tekst de woorden "de greffe" gevoeglijk worden weggelaten.

Artikel 28.

1. Voor de inleidende volzin wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De artikelen 271 tot 274 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 13 augustus 1947, bij artikel 3 van de wet van 14 augustus 1947, bij artikel 32 van de wet van 23 december 1958 en bij artikel 8 van de wet van 9 mei 1959, worden door de volgende bepalingen vervangen : ...".

.../...

2. Het nieuwe artikel 273, eerste lid,bepaalt :

"Het recht wordt berekend per bladzijde van het arrest, het vonnis of de akte, welke in de uitgifte, het afschrift of het uittreksel worden weergegeven".

Grammaticaal kunnen de woorden "worden weergegeven" alleen slaan op de woorden "het arrest, het vonnis of de akte".

Hieruit volgt dat het recht, als het eenmaal per bladzijde van het arrest, het vonnis of de akte is berekend, geheel moet worden voldaan bij de afgifte van een uitgifte, afschrift of uittreksel.

Deze wijze van berekening past voor uitgiften en afschriften die het origineel geheel overnemen, maar zij belast uittreksels in dezelfde mate als uitgiften of afschriften.

De Regering heeft integendeel de bedoeling het voor uittreksels verschuldigde recht alleen te berekenen op het aantal bladzijden van het origineel, waaraan die uittreksels ontleend zijn en dit om te voldoen aan de eisen van de fotografische reproductie.

Het woord "weergegeven" moet dus slaan op het substantief "bladzijde", en het hulpwerkwoord "worden" moet in het enkelvoud staan.

.../...

Artikel 29.

Gaat de Regering in op het voorstel, de artikelen met bis, ter, enz... te nummeren, dan behoort de inleidende volzin van artikel 29 als volgt te worden gelezen :

"Artikel 29.-

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 279bis ingevoegd, luidend als volgt : ...".

Artikel 30.

In de Franse tekst moet een misstelling worden verbeterd. Men leze "visés à l'article 162, 5°, 6°, 13°, 25°, 27° et 40°" in plaats van "... et 30°".

Artikel 32.

Artikel 300 van het Wetboek is gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947.

Artikel 35.

1. Het 20° van artikel 59[1] van het Wetboek der zegelrechten, zoals het door het ontwerp zal worden gewijzigd, verleent vrijstelling voor akten, in strafzaken opgemaakt door ambtenaren van het openbaar ministerie.

.../...

Het nieuwe 13° van hetzelfde artikel verleent reeds vrijstelling voor deze akten onverschillig in welke zaken zij zijn opgemaakt.

Om aldus gedeeltelijke herhaling van een wettelijke regel te vermijden, vervange men in het 20° de woorden "akten van rechters, deskundigen en bedoelde ambtenaren ..." door de woorden "akten van deskundigen, van deze ambtenaren ...".

2. Aan het slot van het 56° schrijve men "overeenkomstig 55°".

Artikelen 37 en 38.

Beide artikelen kunnen worden samengebracht in een hoofdstuk III : "Overgangs- en slotbepalingen".

In dit hoofdstuk is ook plaats voor een artikel dat de Raad van State aan het ontwerp toegevoegd wenst te zien, namelijk om artikel 11 van de besluitwet van 3 februari 1947 op te heffen. Dit artikel 11 heeft geen bestaansreden meer, gelet op het nieuwe 2° van artikel 161 van het Wetboek der registratierechten.

Hoofdstuk III van het ontwerp zou de volgende artikelen bevatten :

"Artikel 37.-

... (tekst van artikel 38 van het Regeringsontwerp; in het tweede lid schrijve men echter "... van het koninklijk besluit nr 64 van 30 november 1939") ...

.../...

Artikel 38.-

Artikel 11 van de besluitwet van 3 februari 1947 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden in zake onteigening ten algemenen nutte wordt opgeheven.

Artikel 39.-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die waarin zij is bekendgemaakt".

\+

\+ +

Artikel 72 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, bepaalt dat uitgiften, afschriften of uittreksels worden betaald "per rol, te berekenen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 273 en 274 van het Wetboek der registratie-, griffie- en hypotheekrechten". Deze tekst zal moeten worden aangepast opdat het recht per bladzijde kan worden geheven.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.